



Les propositions de la Commission doivent aller plus loin pour garantir des prix équitables aux agriculteurs et une PAC basée sur la régulation du marché

En réponse aux manifestations agricoles, la Commission européenne propose un réexamen de la Politique Agricole Commune et d'autres politiques européennes. ECVC salue des progrès réalisés sur la situation des agriculteurs dans la chaîne agroalimentaire, qui fait partie de nos [cinq demandes clés](#), mais continue de critiquer les mesures proposées pour affaiblir la PAC. Cela ne fera qu'accélérer l'industrialisation de l'agriculture et son impact négatif sur les paysans et paysannes, la société et les campagnes.

ECVC salue la révision potentielle de la loi sur les pratiques commerciales déloyales et la création d'un observatoire sur les coûts de production, les marges et les pratiques commerciales dans les chaînes d'approvisionnement agroalimentaires. Pour qu'elle fonctionne, la directive sur les pratiques commerciales déloyales doit inclure 1) l'obligation pour les prix de couvrir les coûts de production, y compris une rémunération décente et 2) l'anonymat des plaintes. Nous avons besoin de plus que des promesses pour progresser sur cette question: nous exigeons des [changements concrets](#) pour protéger les agriculteurs et agricultrices.

Toutefois, l'Union européenne ne devrait pas se contenter de bouts de ficelle. Ces propositions n'abordent pas adéquatement les causes sous-jacentes et profondes qui ont conduit les agriculteurs à descendre dans la rue. Pour permettre la transition indispensable vers des modèles plus durables et agroécologiques, la PAC doit récupérer son rôle de régulateur du marché et permettre aux agriculteurs de gagner leur vie de leur travail.

Les mesures de simplification nécessaires doivent être adaptées pour soutenir les petites et moyennes fermes et ne doivent pas conduire à un modèle de plus en plus industrialisé. Le changement doit provenir d'une agriculture et d'une agroécologie plus durables. Cela n'est possible qu'avec de nombreux.es paysan.ne.s et travailleurs.euses ruraux.les. Pour que cela se produise, nous devons avoir des prix justes et une rémunération appropriée. Il n'est pas possible de se contenter de mesures qui ne répondent pas aux enjeux climatiques et environnementaux actuels. Au lieu de cela, la PAC devrait s'attacher à aider les agriculteurs et agricultrices dans une transition viable.

Les agriculteurs d'ECVC descendent dans la rue depuis plus de deux mois et rencontrent également les décideurs politiques, le président du conseil AGRIFISH, dont David Clarinval, le cabinet de Charles Michel, le commissaire à l'agriculture Janusz Wojciechowski et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, pour proposer des analyses paysannes et des solutions concrètes. Ces décideurs devraient donner la priorité à la santé et au bien-être des agriculteurs et agricultrices et des citoyen.ne.s ainsi qu'à la protection de l'environnement, plutôt que de satisfaire les intérêts des acteurs multinationaux.

Contacts

Andoni García Arriola — Comité de coordination ECVC — + 34636451569 — ES, EUS
ECVC secrétariat - press@eurovia.org - +32 2 217 31 12 – EN, FR, ES , IT, DE